Daniel BARIL

Journaliste, anthropologue, vice-président du mouvement laïque québécois
Professeur, Université de Montréal

(2008)

“Pourquoi il faut retirer le volet de culture religieuse”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Daniel BARIL

“Pourquoi il faut retirer le volet de culture religieuse”.

Un article publié dans **LE DEVOIR**, Montréal, édition du mardi 13 mai 2008 – opinion.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 20 mai 2008 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : daniel.baril@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 20 mai 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Daniel Baril

Professeur de Science politique à l'Université du Québec à Montréal
Doyen de la Faculté de Science Politique et de Droit, Université du Québec à Montréal

“Pourquoi il faut retirer le volet de culture religieuse”

Un article publié dans **LE DEVOIR**, Montréal, édition du mardi 13 mai 2008
– opinion.

Daniel Baril

“Pourquoi il faut retirer le volet de culture religieuse”.

Un article publié dans **LE DEVOIR**, Montréal, édition du mardi 13 mai 2008 – opinion.

Mots clés: Religion, Éducation, cours de culture religieuse, Éducation, Religion, Québec (province), Canada (Pays)

L'enfer, pour ceux qui y croient, est pavé de bonnes intentions, dit-on. Sur le plan théorique, l'idée d'un cours de culture religieuse est une bonne intention avec laquelle il paraît difficile, de prime abord, d'être en désaccord. Mais il suffit de jeter un coup d'oeil au programme Éthique et culture religieuse pour constater que les objectifs du volet religieux relèvent du surréalisme et que les fondements prétendument non confessionnels ne sont en fait qu'une vision de l'esprit.

Rappelons l'objectif de ce volet: «amener les élèves à comprendre les diverses expressions [du phénomène religieux], à en saisir la complexité et à en percevoir les dimensions expérientielle, historique, doctrinale, morale, rituelle, littéraire, artistique, sociale ou politique. Le développement de la compétence [...] suppose la capacité d'associer ces expressions à leur religion respective et de percevoir les liens qu'elles peuvent avoir avec divers éléments de l'environnement social et culturel d'ici et d'ailleurs.»

Rien de moins. N'oublions pas que ce cours se donne à des enfants qui viennent de quitter la maternelle. Comment peut-on raisonnablement penser qu'un tel objectif, qui est en fait un plan de carrière pour sociologue de la religion, peut être atteint chez des enfants de six ans?

L'enseignant doit pour sa part «amener les élèves à apprendre à penser par eux-mêmes» et favoriser «le développement d'un sens critique qui aide les élèves à comprendre que toutes les opinions n'ont pas la même valeur». On ne peut ici qu'être d'accord. Mais, «pour ne pas influencer les élèves dans l'élaboration de leur point de vue, [l'enseignant] s'abstient de donner le sien». Comment va-t-il s'y prendre pour développer le sens critique s'il ne doit pas influencer l'élève? La démarche qui consiste à faire progresser le jugement de l'enfant par confrontation avec d'autres opinions ou avec les conséquences d'un point de vue a du sens en éthique, mais est inapplicable à des contenus religieux. Comment développer le jugement critique par rapport à des croyances qui relèvent de la foi? Le contenu du volet culture religieuse est tout simplement inapproprié dans une telle démarche.

Des prières... culturelles!

L'aspect le plus révélateur de la vraie nature de ce cours réside dans les thèmes abordés. Voici quelques exemples tirés du programme du primaire. L'enseignant doit aborder des «récits marquants qui ont une grande influence». Ces récits sont, par exemple, ceux des Rois mages, du Déluge, de Nanabojo, de Glouskap et de la «révélation» à Mahomet. Viennent ensuite les récits de «personnages importants» (sic): l'Annonciation, la naissance de Jésus, la naissance de Moïse, la naissance de Bouddha, la vie de David et du «géant Goliath».

Tous ces récits sont des récits mythologiques. Pour résoudre le supposé déficit de culture religieuse déploré par certains théologiens, on abreuvera donc les enfants de six ans à douze ans de la somme des mythologies de l'humanité.

Le cours aborde aussi les pratiques religieuses afin de «faire découvrir» leurs caractéristiques: la messe, la première communion, la confirmation, le culte du dimanche, la consécration des enfants, la prière du vendredi, le shabbat, les postures de prière, la contemplation,

les objets rituels, le chapelet, le moulin à prières, le Notre Père, la lecture de la Bible, les chants incantatoires, et la liste est encore longue.

Comment va-t-on parler de façon culturelle de ces pratiques confessionnelles? Les enfants à qui l'on présente ces contenus religieux ne font et ne peuvent faire de différence entre une approche confessionnelle de la religion et une approche culturelle. Cette distinction n'existe que sur papier et devient une vision de l'esprit dans la classe. Alors que l'approche confessionnelle consistait à dire, par exemple, «Jésus est ressuscité à Pâques», l'approche culturelle consistera à dire «les chrétiens fêtent la résurrection de Jésus à Pâques». Le message est le même et l'approche ne changera rien à la signification qu'un enfant de six ans accordera aux croyances religieuses qui lui seront présentées.

Ramener les brebis égarées

Quelle place auront les enfants que les parents préféreraient inscrire en formation morale afin de leur éviter ce type d'endoctrinement religieux? Ils seront noyés dans la majorité croyante et pratiquante et auront tôt fait de rallier ses rangs.

Même si le programme mentionne que «les expressions culturelles et celles issues de représentations du monde et de l'être humain qui définissent le sens et la valeur de l'expérience humaine en dehors des croyances et des adhésions religieuses sont abordées», rien, absolument rien de tel ne subsiste dans le programme au-delà de cette puritaine périphrase qui vise à éviter les mots humanisme et athéisme.

Non seulement ce cours glorifie les religions et tombe ainsi dans le révisionnisme historique, mais chaque occasion où une vision naturaliste ou scientifique de la vie aurait pu être abordée est ratée. C'est le cas notamment avec le thème des représentations de l'origine du monde: on présente le «récit de la Création», le AUM, la tortue amérin-

dienne, le yin et le yang, mais pas un mot sur ce que dit la science ou ce qu'en pensent les athées.

Ce cours marque ainsi le virage multiconfessionnel de l'école québécoise. Au lieu d'avoir un enseignement religieux séparé selon les confessions, on place tout dans le même cours, on retire la dénomination religieuse de l'école, on décrète que l'approche est culturelle et le tour est joué.

C'est sur ce fond multiconfessionnel que prendra appui le second volet du cours, soit le volet éthique. Un tel amalgame entre religion et éthique est inacceptable; on laisse ainsi entendre que le comportement éthique ne peut être développé qu'en lien avec une croyance religieuse et qu'une personne sans religion est par conséquent amoral ou immorale.

Bien que ceci puisse se justifier, nous ne croyons pas qu'un retour à l'exemption serait une bonne idée. Afin d'éviter que les acquis des trente dernières années en matière de respect de la liberté de conscience et de religion ne soient perdus, la seule solution viable est de retirer le volet culture religieuse tout en maintenant le volet éthique auquel pourraient s'ajouter des contenus de philosophie pour enfant. La culture religieuse pourrait néanmoins être offerte à titre optionnel au deuxième cycle de secondaire alors que les jeunes ont acquis un minimum d'esprit critique à l'égard des contenus religieux.

Nous croyons qu'un tel aménagement pourrait rallier positivement l'ensemble de la population québécoise et éviter l'impasse dans laquelle les contestations juridiques risquent de conduire.

Fin du texte